



**Bernard POUSSET**  
Député de l'Indre

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ**

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

---

Paris, le 6 février 2007

### **Education nationale : la France doit savoir innover et sortir des logiques comptables**

« Une fois de plus, les prévisions d'effectifs pour la rentrée prochaine provoquent des polémiques et des remarques purement comptables, et jamais les questions de fond relatives à l'Education nationale ne sont abordées.

A ceux qui tiennent absolument à ne faire que du comptable, il faut rappeler que le nombre d'élèves dans le primaire a fortement diminué depuis le début des années 90 mais que, parallèlement, le nombre d'enseignants avait augmenté avec un saupoudrage de moyens dont chacun peut mesurer le caractère dérisoire.

Notre priorité doit être au redéploiement ciblé des moyens, pour offrir un soutien efficace aux élèves qui rencontrent de grandes difficultés. Maintenir ces élèves dans des classes prétendument allégées à 22 ou 24 élèves est contre-productif. La logique comptable est stérile. Mieux vaudrait des classes à 27, avec la possibilité de prendre en charge temporairement ou durablement les cas difficiles dans des structures à 5-6 élèves, au sein du même établissement. L'efficacité doit primer sur l'idéologie.

De même, des départements ruraux comme l'Indre, avec un grand nombre de petites communes, ont été historiquement surdotés en moyens, parce que les structures y étaient davantage éclatées. Pour éviter la multiplication des classes à triple ou quadruple niveau, les communes s'organisent aujourd'hui en regroupements pédagogiques intercommunaux (RPI), qui sont de grandes réussites. Là encore, pointer une baisse ou une hausse comptable est sans signification : ce qui compte, c'est l'évolution qualitative.

Aujourd'hui, le taux d'encadrement moyen dans l'Indre est de 22 élèves face à un professeur, et aucune école élémentaire n'est au-dessus de 25 élèves : qui le sait ? Est-ce là la pénurie que certains dénoncent ? Les syndicats qui prétendent défendre coûte que coûte le système admettent-ils que les politiques s'interrogent sur l'organisation de l'Education nationale et proposent des évolutions ?

En matière de scolarisation à deux ans, nous savons que c'est un bon moyen d'améliorer l'égalité des chances pour les enfants socialement défavorisés ou dont la langue maternelle n'est pas le français, grâce notamment à un enrichissement de leur vocabulaire. Mais pour les autres enfants, cela ne change globalement rien. Et si nous devons améliorer l'offre en matière de garde d'enfants dans le département, l'école n'a pas vocation à se transformer en garderie.

Là encore, les débats comptables sont insuffisants. Certaines organisations syndicales très visibles en janvier le sont souvent beaucoup moins en septembre, lorsque les politiques interviennent pour ajuster, avec l'Inspection académique et au cas par cas, les prévisions et les effectifs réels.

L'Education reste aujourd'hui le premier budget de l'Etat et la priorité du Gouvernement, et il faut avoir le courage de sortir des polémiques pour rentrer dans les vrais débats, et dire la vérité aux Français. »

**Bernard POUSSET**